

% attac en lignes %

BULLETIN DE L'ASSOCIATION ATTAC 63 - N° 24, JUIN 2005

AU NOM DE L'EUROPE, NOUS AVONS DIT NON !

Jusqu'au bout, on aura douté. Le bourrage de crâne médiatique était d'une telle ampleur qu'on se disait : au dernier moment, dans l'isolement, les électeurs vont craquer ! Il n'en a rien été. Un peuple français debout et informé a brisé le carcan qu'au prétexte de l'Europe on voulait lui imposer.

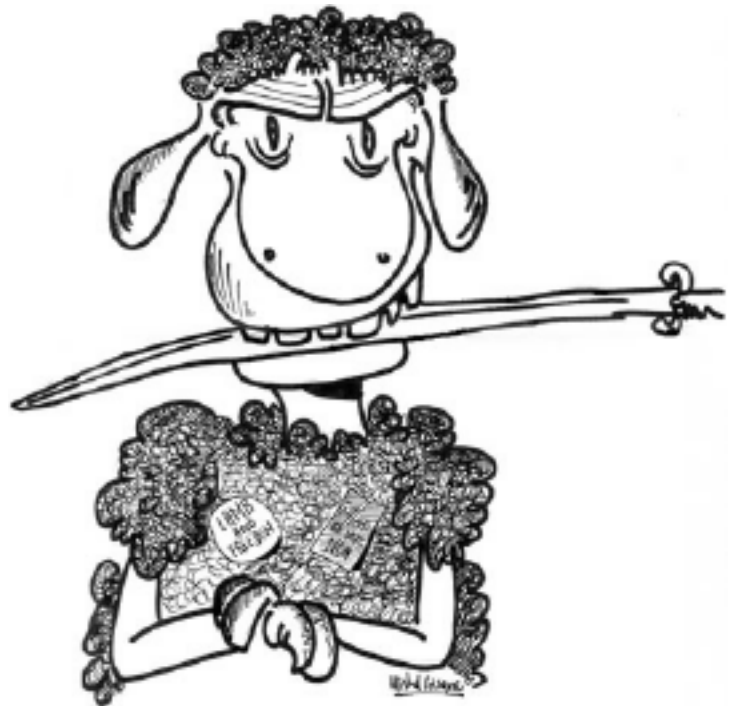
Dès 22 heures, des militants d'ATTAC 63 ont pu fêter le succès, d'abord à notre siège, puis ensuite, Place de la Victoire, avec l'ensemble des militants du « Non de gauche. »

Pour notre comité, le combat avait commencé en novembre 2003, à notre université d'automne. Durant 19 mois, le projet de constitution a été au centre de nos préoccupations. Pendant la campagne référendaire, ATTAC 63 a participé à des dizaines de réunions d'un bout à l'autre du département : de Montaigut en Combraille à Courpière, et de Brassac à Chateldon, avec, comme point d'orgue, l'inoubliable meeting unitaire du 19 mai à Clermont-Ferrand. Des milliers de tracts ont été distribués, dont une grande partie a été réalisée par nos propres moyens. Nous avons apposés, dans les points stratégiques, des centaines d'affiches et d'autocollants.

Les militants du « Non de gauche » se sont heurtés à des médias qui confondaient information et propagande, et à des partisans du oui qui refusaient le débat.

Malgré les handicaps, nous avons réussi à faire passer notre message. Beaucoup d'électeurs ont compris que lorsque certains parlaient d'Europe, ils pensaient en fait « libéralisme. » Le rejet du néolibéralisme apparaît d'ailleurs en bonne place dans les causes du vote « Non. »

Le 29 mai, « les Evangélistes du Marché », pour reprendre le titre de l'excellent livre de Keith Dixon,



ont essayé une sévère défaite, mais ils n'ont pas perdu la guerre sociale qu'ils livrent depuis des décennies aux peuples du monde entier.

Face aux attentes des français, les leaders du oui n'apportent que des réponses dérisoires, chacun cherchant avant tout à sauver sa tête !

ATTAC France entend se préoccuper de problèmes plus sérieux. Notre association propose 10 mesures immédiates (voir page suivante) qui permettraient au Conseil européen des 16 et 17 juin de concilier la construction européenne avec les désirs exprimés par les peuples. Une déclaration du Collectif national des 200, qui regroupe toutes les forces politiques, syndicales et associatives qui ont mené la campagne du « Non de gauche », reprend l'essentiel de ces propositions.

Une manifestation est prévue à Clermont-Ferrand, Place de la Victoire, le jeudi 16 juin à 18h30, pour appuyer ces revendications.

Avec tous les ATTAC d'Europe qui doivent se réunir en convention à l'automne, nous allons continuer le combat, pour que « l'Europe des peuples » triomphe définitivement de « l'Europe des actionnaires. »

Claude VALLENET

HUMEUR

■ Un peu de décence Mr July ■

Quelle tristesse de lire l'éditorial du quotidien *Libération* du 30 mai et signé par Serge July. Non content de s'être fait remarqué par des interventions partisans, à l'encontre d'invités défendant le non au référendum, au cours de l'émission « France Europe express », il ose aujourd'hui tancer ceux qui ont voté non.

Evidemment ces 55% de Français ne comprennent rien et se sont laissés manipuler par des gauchistes, révolutionnaires et xénophobes. Que monsieur July cesse de s'autoflageller pour se faire pardonner son passé révolutionnaire, car là, il atteint les sommets de la bêtise. Que dis-je, la bêtise ! l'ignorance.

Car, quand on l'entend parler d' « émergence d'Europe politique » ou louer la « charte des droits sociaux », ou bien il se livre à un « mensonge éhonté », ou il n'a pas lu le texte qui nous était proposé.

Les René Passet, Jacques Généreux, Jean Paul Fitoussi, Raoul Marc Jennar et autres responsables d'ATTAC sont des « leaders d'occasion qui nourrissent le désarroi national », pas moins. On peut cependant faire encore mieux dans l'outrance, puisqu'il sous entend que ce « non » est xénophobe et populiste.

Assez ! Cet éditorial n'honore pas son auteur. Une chose est sûre, Mr July, quand on sait que ces 55% de « non »



- Après une bonne désinfection, quelle jolie petite banque ça ferait !

ont été acquis malgré une déferlante médiatico-journalistique sans précédent pour le oui, (à laquelle « Libé » a largement participé), ils n'en ont que plus de poids pour faire avancer une autre Europe que celle que ce texte nous proposait et que vous avez avantageusement soutenue.

Un Européen convaincu, Louis Picard

■ Le sens du non ■

Le non était de droite, d'extrême droite

Notre non n'est pas celui-ci, n'en déplaise à cet ancien ministre qui a tenu ces propos au journal *La Montagne*. Pour s'en convaincre, il lui aurait suffi de passer le jour même quelques heures de plus à Clermont et de franchir les quelques mètres séparant l'Université de la Maison du Peuple.

Mais la fréquentation du Palais des Congrès de Cannes, des vedettes du cinéma et de la presse internationale présente bien davantage d'attrait que la perspective de se fondre dans une salle surpeuplée et, simplement, d'être à l'écoute de celle-ci. Il y aurait rencontré une réalité à laquelle il voudrait échapper. Avoir été ministre de la culture et de l'éducation ne suffit à faire d'une personne le dépositaire définitif de ces valeurs.

Le non était frileux, xénophobe, voire raciste

Notre non n'est pas celui-ci. Nous le voulons une main tendue vers les travailleurs autrichiens qui se sont mobilisés contre la casse du service public des transports. Et, tant pis s'il est ressenti comme une claque par Monsieur Haider.

Nous le voulons une main tendue vers les milliers d'allemands qui se sont mobilisés contre l'Agenda 2010, qui organise la casse des systèmes de protection sociale. Et, tant pis s'il est ressenti comme une claque par Monsieur Schröder.

Nous le voulons une main tendue aux 5000 salariés de Rover et à leur famille dont l'entreprise a été mise en liquidation. Et, tant pis s'il est ressenti comme une claque par Messieurs Blair et Monks. Ce dernier, syndicaliste anglais et secrétaire général de la C.E.S., avait jugé plus utile de venir rencontrer la direction générale de Michelin et de s'épandre dans le quotidien régional en faveur du oui que de participer à la mobilisation des salariés de Rover.

Nous le voulons aussi une main tendue au-delà de l'Europe. Par exemple, vers les milliers d'américains qui, comme nous, se sont mobilisés contre l'expédition guerrière en Irak. Ou encore, vers tous les travailleurs argentins qui - telles les ouvrières textiles de Bruckmans - n'ont d'autres ressources que de relancer eux-mêmes l'outil de production, dans un pays ruiné par une trentaine d'années de politique libérale, initiée aux plus sombres d'une dictature militaire.

Le non était arrogant

Notre non n'est pas celui-ci. L'arrogance est bien plus du côté de ceux qui prétendent parler au nom des intérêts de l'Europe lors des rencontres internationales, et notamment dans les négociations de l'O.M.C. pour imposer aux pays les plus pauvres l'ouverture de leurs « marchés » à nos « multinationales ». Mais l'intérêt des citoyens de l'Europe ne se confondent pas avec ceux des multinationales européennes. Et, quand les habitants des quartiers les plus pauvres de La Paz se mobilisent pour mettre dehors une filiale de la Lyonnaise des Eaux parce qu'ils n'ont vu, pour toute prestation, que la hausse exorbitante des factures, loin de menacer nos intérêts, ils nous montrent l'exemple...

Aussi, sans rien renier de nos propres racines (1789, la Commune de Paris, le programme du Conseil National de la Résistance, 1995...), notre non n'est qu'une pièce supplémentaire dans la résistance des peuples qui pourrait s'inscrire dans la continuité de l'appel des communautés indiennes du Chiapas, le *¡ Ya basta !* de Marcos. Un non pour simplement dire : « ça suffit ».

Philippe Faure



L'EUROPE QUE NOUS VOULONS

■ L'appel des 200 ■

« Cette Europe-là n'est pas la nôtre. C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme financier et prédateur, qui la réconcilient avec le progrès social, la paix, la démocratie, un

développement soutenable, la coopération entre les peuples de la planète. Nous sommes des partisans résolu d'une Europe du plein emploi, mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties

sociales, met en oeuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques, défend la diversité culturelle et reconnaît enfin aux femmes l'égalité et les droits qu'elles revendiquent. »



(extrait)

LES 10 EXIGENCES D'ATTAC-FRANCE POUR LE CONSEIL EUROPÉEN DES 16 ET 17 JUIN

1. Demande du Conseil à la Commission de **retirer toutes les directives européennes de libéralisation en cours** (notamment les directives Bolkestein, sur le temps de travail, sur les aides publiques aux entreprises, sur les transports ferroviaires...).
2. Réunion d'urgence de l'Eurogroupe pour **exiger une modification substantielle de la politique monétaire** par la baisse des taux d'intérêt et la recherche d'une parité de change entre le dollar et l'euro plus favorable à ce dernier.
3. Engagement de procéder à un nouvel **assouplissement du pacte de stabilité**.
4. **Augmentation substantielle du budget européen** et des fonds structurels à destination des pays nouveaux entrants, seul moyen de les aider dans leur développement au lieu d'encourager le dumping social et fiscal et les délocalisations.
5. Organisation d'une **relance économique européenne, y compris par l'emprunt**, fondée sur des investissements dans les infrastructures publiques contribuant à améliorer l'environnement, les transports ferroviaires, l'éducation, la santé..., et visant à la création d'emplois.
6. **Accroissement de l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB** des Etats membres de l'Union, implication plus forte dans les objectifs du millénaire et annulation de la dette des pays pauvres.
7. **Moratoire** sur les négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).
8. Mise en place de groupes ad hoc visant à préparer des **mesures pour mettre fin aux paradis fiscaux et pour promouvoir les taxes globales**.
9. **Retrait immédiat d'Irak** des troupes de pays membres de l'Union.
10. **Remise à plat de l' « agenda » de Lisbonne** (Conseil européen des 23 et 24 mars 2000) et de l'agenda social 2005-2010. [1]

[1] Il a été décidé à Lisbonne de « moderniser les systèmes de sécurité sociale et d'éducation », et chacun sait ce que cela signifie dans le langage bruxellois ; d'accélérer « les réformes structurelles pour renforcer la compétitivité et l'innovation et par l'achèvement du marché intérieur » ; de « pleinement intégrer et libéraliser les marchés des télécommunications » ; de « définir une stratégie pour l'élimination des entraves aux services » (AGCS) ; d'« accélérer la libéralisation dans des secteurs tels que le gaz, l'électricité, les services postaux et les transports, l'espace aérien » ; de « faciliter la participation constructive de tous les investisseurs à un marché intégré en supprimant les obstacles à l'investissement dans les fonds de pension » ; de « réduire la pression fiscale qui pèse sur le travail, notamment sur le travail peu qualifié et faiblement rémunéré, améliorer les effets d'incitation en faveur de l'emploi et de la formation des régimes d'imposition et d'allocations ».

Le 16 juin prochain s'ouvrira le premier Conseil européen depuis le " non " de la France et celui des Pays-Bas. Nous ne laisserons pas ces discussions se mener sans nous. Nous en avons assez de voir le choix du peuple français caricaturé et méprisé. Nous exigeons qu'il soit respecté et entendu.

**Ensemble, ne nous laissons pas voler notre victoire.
Mobilisons-nous pour faire vivre l'espoir du 29 mai.
Pour faire pression sur le Conseil européen et exiger la mise en place des mesures immédiates :**

Comme dans toutes les villes de France

RASSEMBLEMENT

**Jeudi 16 juin à 18h30
Place de la Victoire**

**... et pour que chacun puisse
apporter sa contribution :**

DÉBAT

**Quelle Europe voulons-nous,
comment la construire ?**

**Vendredi 17 juin à 20h30
Maison du Peuple**

Premiers signataires nationaux : Alternative citoyenne / Les Alternatifs / Appel des 200 / Appel du 11 janvier / ATTAC / Cactus-La Gauche / CGT 93 / CNGR / Comité Valmy / Confédération Paysanne / Fondation Copernic / Forces Militantes / JC / JCR / LCR / MARS / MRAP / Les Marches européennes / PCF / PRS / Réseau féministe "Ruptures" / Résistance 7ème Art / Solidaires / UEC / UFAL / UNEF / Union des Républicains Radicaux / URFIG / Les Collectifs d'Ile-de-France pour un NON de GAUCHE.



GRANDE JOURNÉE EUROPÉENNE D'OPPOSITION AUX OGM

Samedi 18 Juin 2005

Vendredi 17 - 20 h, salle Animatis à Issoire :

Conférence avec Lillian CÉBALLOS « OGM, ce que la science révèle et qu'on ne nous dit pas », et avec la veille juridique d'Inf'ogm.

Samedi 18 - 10 h

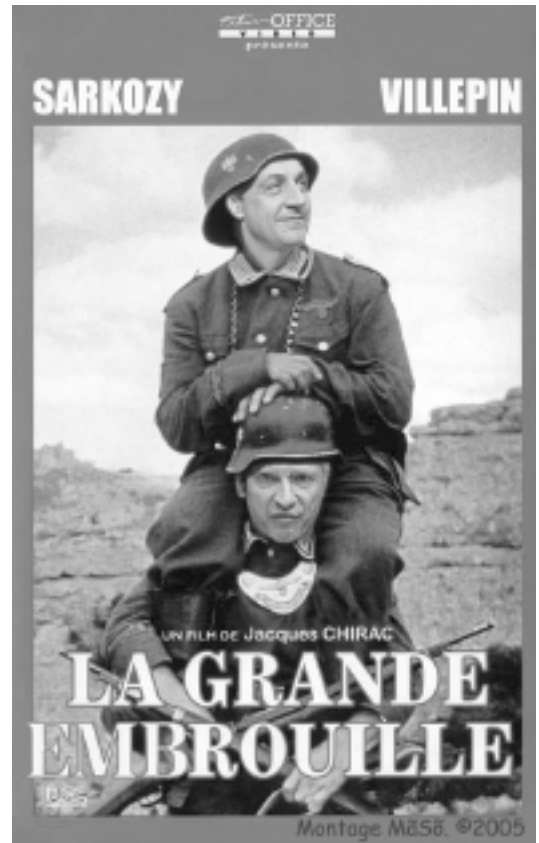
Rendez-vous devant les mairies des 9 communes concernées (Beaulieu, Issoire, Joze, Le Broc, Malintrat, Neschers, Nonnette, Saint Bonnet près Riom, Saint Myon) pour se diriger à midi vers des pique-niques champêtres sans OGM.

Samedi 18 - 21 h à Nohanent

Rendez-vous le soir en plein chant pour la soirée festive « Cerise » avec les Gaperons Rouges et Sabayo.

PUB

**ACTUELLEMENT
SUR TOUS LES
ÉCRANS FRANÇAIS**



Vous avez le blues ? Courez voir ce film ! Rien de tel pour vous réconcilier avec la vie : démantèlement du code du travail, accélération des privatisations, durcissement répressif et sécuritaire... liste non exhaustive des thèmes mis en scène par J. Chirac. Le réalisateur (dont le dernier opus, *La fracture sociale*, avait défrayé la chronique), a su tirer le maximum de ses comédiens hors du commun. Un scénario riche en surprises, des dialogues truculents, des effets dignes du cinéma américain... du grand guignol, assurément !

EN BREF

■ Les permanences d'ATTAC 63 seront interrompues en juillet et en août. Bonnes vacances à tous et rendez-vous mercredi 31 août !

■ L'Université d'été aura lieu du 26 au 30 août à Poitiers et aura pour thèmes « Néolibéralisme, société, Etat, démocratie ». Merci de prévenir le bureau si vous comptez vous y rendre. Il y a peut-être moyen de co-voiturer...